

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Avis de consultation

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites – Modifications concernant la transition pour les courtiers en épargne collective au Québec vers le Nouvel OAR

(Voir section 3.2.1 du présent bulletin)

6.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients.*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Dominique Martin
Coprésident du Comité des ACVM sur les dérivés
Directeur de l'encadrement des activités de négociation
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4351
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
dominique.martin@lautorite.qc.ca

Le 12 mai 2022



Avis de publication multilatéral des ACVM

Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients

Le 12 mai 2022

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**), sauf la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la **CVMO**), mettent en œuvre une modification (la **modification**) du *Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients* (le **Règlement 94-102**).

La modification réduit la fréquence de l'obligation pour les chambres de compensation réglementées de transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3. De l'information précise sur la modification est présentée à la section « **Objet** » ci-après.

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, la modification entrera en vigueur le 26 juillet 2022.

Le présent avis peut être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, notamment :

www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.lautorite.qc.ca
www.mbsecurities.ca
nssc.novascotia.ca

Contexte

Le 20 mai 2021, en vue de faciliter le processus d'élaboration de la modification, a été publié l'Avis 94-304 des ACVM, *Fréquence de l'obligation de transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3, Déclaration des sûretés de client par la chambre de compensation réglementée* (l'**Avis 94-304**) annonçant que toutes les autorités, sauf la CVMO, rendaient chacune des décisions générales parallèles d'application locale (les **décisions**) réduisant la fréquence de transmission obligatoire, par les chambres de compensation réglementées¹, du formulaire prévu à l'Annexe 94-

¹ Selon le Règlement 94-102, une chambre de compensation réglementée s'entend « a) en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Ontario, [d']une personne reconnue ou dispensée de la reconnaissance à titre de chambre de compensation ou d'agence de compensation dans le territoire intéressé; [et] b) en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, [d']une

-2-

102A3, *Déclaration des sûretés de client par la chambre de compensation réglementée* (l'**Annexe 94-102A3**). Les décisions sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2021².

La CVMO a apporté à sa version locale du Règlement 94-102 une modification ayant essentiellement le même effet que les décisions. La modification est entrée en vigueur le 1^{er} août 2021³.

Le 16 septembre 2021, les membres des ACVM, sauf la CVMO, ont publié pour consultation un projet de modification du Règlement 94-102 en vue de réduire la fréquence de transmission obligatoire du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3.

Objet

Les ACVM ont élaboré la modification de manière à réduire le fardeau réglementaire sans compromettre la protection des investisseurs ni toucher au risque systémique de manière défavorable.

Les ACVM reconnaissent qu'en plus de l'obligation pour les chambres de compensation réglementée de déposer le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3, les intermédiaires compensateurs qui reçoivent des sûretés de client sont également tenus de transmettre des renseignements aux autorités en valeurs mobilières au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A1, *Déclaration des sûretés de client par l'intermédiaire direct* (l'**Annexe 94-102A1**) ou à l'Annexe 94-102A2, *Déclaration des sûretés de client par l'intermédiaire indirect* (l'**Annexe 94-102A2**), selon le cas, qui dressent chacun un portrait de la valeur des sûretés détenues ou déposées par chaque intermédiaire compensateur déclarant. Elles font toutefois remarquer que le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 fournit un portrait de la valeur des sûretés de client que la chambre de compensation réglementée reçoit de chaque intermédiaire compensateur et indique le lieu où cette dernière les conserve. Les ACVM ne peuvent obtenir ces renseignements autrement.

Par conséquent, bien que les formulaires prévus aux Annexes 94-102A1 et Annexe 94-102A2 nous procurent des données sur les sûretés de client détenues ou déposées par les intermédiaires compensateurs, celui de l'Annexe 94-102A3 fournit des renseignements additionnels sur les sûretés ainsi déposées qui permettent de faire des rapprochements entre les données reçues de ceux-ci.

La réduction de la fréquence de l'obligation de transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 pour la faire passer de mensuelle à trimestrielle permet aux chambres de compensation réglementées d'épargner du temps et de l'argent sans compromettre la capacité des ACVM à

personne reconnue ou dispensée de la reconnaissance à titre de chambre de compensation, d'agence de compensation ou d'agence de compensation et de dépôt en vertu de la législation en valeurs mobilières de tout territoire du Canada ».

² Se reporter à la décision générale 94-502, accessible sur le site Web de l'autorité en valeurs mobilières du territoire intéressé.

³ En Ontario, se reporter à la modification du *National Instrument 94-102 Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions*, publiée le 20 mai 2021. N'introduisant aucune nouvelle obligation, la modification a été apportée par la CVMO de manière accélérée et sans consultation publique, comme le permet le sous-paragraphe b du paragraphe 5 de l'article 143.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario.

-3-

détecter les changements majeurs au sein du marché de la compensation des dérivés et à déterminer adéquatement les sûretés de client, ainsi que l'identité des intermédiaires compensateurs, des chambres de compensation réglementées et des dépositaires autorisés qui les détiennent.

Résumé de la modification

Sauf en Ontario et sous réserve des décisions, l'article 43 du Règlement 94-102 prévoit actuellement l'obligation, pour une chambre de compensation réglementée qui reçoit une sûreté de client, de transmettre par voie électronique à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières concernés, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la fin du mois civil, le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 dûment rempli.

Dans le prolongement des décisions, les ACVM, sauf la CVMO, modifient le Règlement 94-102 en vue de réduire la fréquence de transmission obligatoire du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 pour la faire passer de mensuelle à trimestrielle. Par suite de la modification, le Règlement 94-102 obligera désormais les chambres de compensation réglementées à transmettre le formulaire par voie électronique dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la fin de chaque **trimestre** civil. Les décisions expireront à la date d'entrée en vigueur de la modification.

Résumé des commentaires reçus par les ACVM

Nous n'avons reçu aucun commentaire durant la consultation.

Questions

Pour toute question concernant le présent avis ou la modification, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Dominique Martin
Coprésident du Comité des ACVM sur les dérivés
Directeur de l'encadrement des activités de négociation
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4351
dominique.martin@lautorite.qc.ca

Janice Cherniak
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403 355-4864
janice.cherniak@asc.ca

Michael Brady
Deputy Director, CMR
British Columbia Securities Commission
604 899-6561
mbrady@besc.bc.ca

-4-

Paula White
Deputy Director, Compliance and Oversight
Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
204 945-5195
paula.white@gov.mb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

David Shore
Conseiller juridique, Valeurs mobilières
Commission des services financiers et des
services aux consommateurs (Nouveau-
Brunswick)
506 658-3038
david.shore@fcnb.ca

Graham Purse
Legal Counsel, Securities Division
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
306 787-5867
graham.purse2@gov.sk.ca

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 94-102 SUR LA COMPENSATION DES DÉRIVÉS ET LA PROTECTION DES SÛRETÉS ET DES POSITIONS DES CLIENTS

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175, 1^{er} al., par. 3^o, 9^o et 12^o)

1. L'article 43 du Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001) est modifié par le remplacement du mot « mois » par le mot « trimestre ».
2. L'Annexe 94-102A3 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la note de bas de page 13, du mot « mois » par le mot « trimestre ».
3. 1^o Le présent règlement entre en vigueur le 26 juillet 2022.
2^o En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 26 juillet 2022.

Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Dominique Martin
Co-Chair, CSA Derivatives Committee
Director, Oversight of Trading Activities
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, ext. 4351
Toll-free: 1 877 525-0337
dominique.martin@lautorite.qc.ca

May 12, 2022

-1-

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Multilateral CSA Notice of Publication
*Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives:
Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and
Positions*

May 12, 2022

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**), except the Ontario Securities Commission (**OSC**), are adopting amendments to *Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions* (**Regulation 94-102**) (the **Amendments**).

The Amendments reduce the frequency of the requirement that regulated clearing agencies deliver Form 94-102F3. Specific information about the Amendments is described in the “Substance and Purpose” section below.

Provided all necessary government ministerial approvals are obtained, the Amendments will come into force on July 26, 2022.

This Notice is available on the websites of the CSA jurisdictions, including:

www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.lautorite.qc.ca
www.mbsecurities.ca
nssc.novascotia.ca

Background

On May 20, 2021, in order to facilitate the rule-making process for the Amendments, the CSA published Notice 94-304 - *Frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 Customer Collateral Report: Regulated Clearing Agency* (**Notice 94-304**) announcing that all jurisdictions, except the **OSC**, were making/issuing, as applicable in the local jurisdiction, parallel orders of general application (the **Orders**) reducing the frequency of the requirement for regulated clearing

-2-

agencies¹ to deliver Form 94-102F3 *Customer Collateral Report: Regulated Clearing Agency (Form 94-102F3)*. The Orders came into effect on August 1, 2021.²

The OSC made amendments to Regulation 94-102, which have the same substantive effect as the Orders. These amendments came into force on August 1, 2021³.

The CSA, except the OSC, published for comment on September 16, 2021 proposed amendments to Regulation 94-102 to reduce the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3.

Substance and Purpose

The Amendments were developed by the CSA as a way to reduce regulatory burden without compromising investor protection or adversely impacting systemic risk.

The CSA recognize that, in addition to the obligation of a regulated clearing agency to file Form 94-102F3, clearing intermediaries that receive customer collateral are also required to deliver information to the securities regulatory authority in either Form 94-102F1 *Customer Collateral Report: Direct Intermediary (Form 94-102F1)* or Form 94-102F2 *Customer Collateral Report: Indirect Intermediary (Form 94-102F2)*, as applicable, each of which presents a snapshot of the value of collateral held or posted by each reporting clearing intermediary. The CSA note, however, that Form 94-102F3 provides a snapshot of the value of customer collateral received by the regulated clearing agency from each clearing intermediary and the location where the regulated clearing agency holds this customer collateral and its value. This information is not otherwise available to the CSA.

Hence, while Form 94-102F1 and Form 94-102F2 provide us with data relating to customer collateral held or posted by clearing intermediaries, Form 94-102F3 provides additional data relating to collateral posted by clearing intermediaries. This additional data allows for the reconciliation of data received from clearing intermediaries.

Reducing the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 from monthly to quarterly generates time and cost savings for regulated clearing agencies, without compromising the CSA's ability to detect major changes in the derivatives clearing market and to ensure the proper identification of customer collateral and the clearing intermediaries, regulated clearing agencies and permitted depositories that hold it.

Summary of the Amendments

Except in Ontario and subject to the Orders, section 43 of Regulation 94-102 currently requires a regulated clearing agency that receives customer collateral to electronically deliver a completed

¹ A regulated clearing agency is defined in Regulation 94-102 as “(a) in British Columbia, Manitoba and Ontario, a person recognized or exempt from recognition as a clearing agency in the local jurisdiction, and (b) in Alberta, Newfoundland and Labrador, New Brunswick, the Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, a person recognized or exempt from recognition as a clearing agency or clearing house pursuant to the securities legislation of any jurisdiction of Canada”.

² Blanket Order 94-502, available on the website of the securities regulatory authority in the local jurisdiction.

³ See, in Ontario, Amendment to National Instrument 94-102 *Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions*, published May 20, 2021. The amendments, which do not include any new requirements, were made by the OSC on an expedited basis, and without prior publication for comment, as permitted under paragraph 143.2(5)(b) of the *Securities Act* (Ontario).

-3-

Form 94-102F3 to the relevant regulator or securities regulatory authority, within 10 business days of the end of each calendar month.

To accord with the Orders, the CSA, except the OSC, is amending Regulation 94-102 to reduce the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 from monthly to quarterly. As a result of the Amendments, Regulation 94-102 will require a regulated clearing agency to electronically deliver a completed Form 94-102F3 within 10 business days of the end of each calendar **quarter**, and the Orders will expire on the date of coming into force of the Amendments.

Summary of Comments Received by the CSA

During the consultation period, we did not receive any comments.

Questions

If you have questions about this Notice or the Amendments, please contact any of the following:

Dominique Martin
Co-Chair, CSA Derivatives Committee
Director, Oversight of Trading Activities
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, ext. 4351
dominique.martin@lautorite.qc.ca

Janice Cherniak
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403 355-4864
janice.cherniak@asc.ca

Michael Brady
Deputy Director, CMR
British Columbia Securities Commission
604 899-6561
mbrady@bcsc.bc.ca

Paula White
Deputy Director, Compliance and Oversight
Manitoba Securities Commission
204 945-5195
paula.white@gov.mb.ca

David Shore
Legal Counsel, Securities
Financial and Consumer Services Commission
(New Brunswick)
506 658-3038
david.shore@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Graham Purse
Legal Counsel, Securities Division
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
306 787-5867
graham.purse2@gov.sk.ca

**REGULATION TO AMEND REGULATION 94-102 RESPECTING DERIVATIVES:
CUSTOMER CLEARING AND PROTECTION OF CUSTOMER COLLATERAL
AND POSITIONS**

Derivatives Act
(chapter I-14.01, s. 175, 1st par., par. (3), (9) and (12))

1. Section 43 of Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001) is amended by replacing the word « month » with the word « quarter ».
2. Form 94-102F3 of this Regulation is amended by replacing, in footnote 13, the word « month » with the word « quarter ».
3. (1) This Regulation comes into force on 26 July 2022.
(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 26 July 2022, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.